

## **Onde progressiste en Amérique latine : Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, le chemin escarpé des réformes structurelles**

**Pierre Salama**

Une nouvelle phase politique s'ouvre en Amérique latine. De très nombreux pays latino-américains surfent aujourd'hui sur une onde progressiste.

Les présidents fraîchement élus et leurs gouvernements succèdent à des gouvernements de droite ayant failli et laissé un lourd héritage à gérer : dette colossale en Argentine avec Macri (décembre 2015 – décembre 2018), institutions malmenées et retour de la faim avec Bolsonaro au Brésil (1<sup>er</sup> janvier 2019 – 31 décembre 2022), incapacité à relancer la croissance et corruption importante avec Peña Nieto (1<sup>er</sup> décembre 2012 – 30 novembre 2018) au Mexique, remise en question des accords de paix et menaces vis-à-vis des anciens guérilleros en Colombie (Duque Marquez, août 2018 – août 2022). Cependant, cette onde progressiste se caractérise par une profonde hétérogénéité dans les principaux pays latino-américains. Il est probable qu'au Brésil un gouvernement de centre droit, au mieux du centre, succède à celui de l'ancien président Bolsonaro avec l'arrivée au Pouvoir de Lula début 2023. La redistribution des revenus en faveur des plus démunis, nécessaire et souhaitable, s'accompagnera d'un respect des grands équilibres. En Argentine, les transferts sociaux et l'augmentation des salaires sont menacés par une inflation devenant de moins en moins contrôlable. Au Mexique, la politique sociale de l'arrivée au Pouvoir de Lopez Obrador dit AMLO, jusque 2022, est légèrement en retrait de celle menée par le gouvernement précédent. Elle s'accompagne cependant d'une politique à intonation fortement nationaliste dans les secteurs stratégiques comme l'énergie. À l'inverse, elle s'aligne sur les États-Unis dans la gestion des flux migratoires. Enfin, en Colombie, une réforme fiscale visant à mettre un système d'imposition plus progressif est entreprise ainsi qu'une réforme du système de retraites visant à couvrir ceux qui, âgés, n'ont pas de retraite faute d'avoir pu contribuer. Elle concerne la moitié de la population âgée. Enfin certains gouvernements (Argentine, Brésil, Colombie, Chili...) sont portés par des mouvements sociétaux (avortement, reconnaissance des droits des homosexuels dont le mariage), d'autres non (Mexique...).

Après les échecs tant économiques, environnementaux que sociaux d'une droite au Pouvoir et, au Brésil, d'une extrême droite fragilisant les institutions, quasiment tous les pays renouent avec une vague progressiste. D'un pays à l'autre, cette onde diffère, parfois profondément dans ses projets. Ce qui l'unit est d'abord le rejet de l'expérience douloureuse passée, ensuite un ensemble d'espoirs, pour certains d'une société meilleure, pour d'autres d'une société profondément différente.

Si l'utopie est la condition du mouvement, si le rêve est nécessaire, si demander l'impossible est ce qu'il y a de plus réaliste, il est plus que jamais nécessaire de faire une anatomie (« de la société bourgeoise » disait Marx) des problèmes structurels que connaissent les économies de chacun des pays afin de peser sur le cours des événements et d'ouvrir des chemins certes escarpés mais nouveaux. Les pays latino-américains sont sur un fil du rasoir. Ce n'est pas le

même pour tous même si ce « fil du rasoir » a des traits communs. Ne pas faire ces analyses des faiblesses et des forces potentielles, penser que l'argent peut être magique, c'est ouvrir la voie à des échecs prévisibles et à des déceptions à la hauteur des rêves entretenus.

## 1. Ce qui unit et ce qui différencie les pays latino-américains

La plupart des pays latino-américains ont de nombreux points communs : des inégalités de patrimoine et de revenus très importantes ; une informalité des emplois et un taux de pauvreté<sup>1</sup> conséquents ; une reprimarisation<sup>2</sup> de l'économie ; une détérioration de l'environnement importante (déforestation précipitée de l'Amazonie mais aussi extraction des minerais et utilisation massive des OGM) ; une ouverture financière plus grande que l'ouverture commerciale ; une désindustrialisation précoce<sup>3</sup> (y compris le Mexique en ce qui concerne l'industrie tournée vers son marché intérieur) ; une tendance à la stagnation économique ; un niveau de violence extrêmement important dans quelques pays, important dans les autres ; une défiance vis-à-vis des institutions en raison de la corruption et du clientélisme ambiant.

Nous limiterons notre analyse à quatre pays : l'Argentine (Fernandez : 10 décembre 2019...), le Brésil (Da Silva dit Lula : 1<sup>er</sup> janvier 2023...), la Colombie (Petro : 7 août 2022...), et le Mexique (Lopez Obrador : 1<sup>er</sup> décembre 2018...)<sup>4</sup>. Ces quatre pays sont les plus grands en superficie et en population, et les plus puissants d'Amérique latine en termes de PIB par tête.

**1 Définition :** Parmi les nombreuses définitions dans les pays en développement et/ou émergents, la plus courante est la mesure de la pauvreté absolue. Elle diffère de celle en vigueur dans les économies avancées (pauvreté relative). La première dépend d'un panier de biens qu'on peut se procurer ou non, la seconde est relative et dépend de la distribution des revenus. La première peut donc être supprimée, la seconde ne peut pas l'être sauf à penser qu'il soit possible de supprimer les inégalités de revenus, par contre elle peut et doit être diminuée tant elle est devenue insoutenable socialement, politiquement et éthiquement depuis une trentaine d'années. En Amérique latine, sont pauvres les individus (les ménages) qui ne parviennent pas à obtenir un certain niveau de revenu. Celui-ci se définit comme le revenu permettant à la fois l'achat de biens de consommation, dont le contenu en calories doit conduire à une reproduction physique de cet individu (ou du ménage), et le paiement d'un certain nombre de services (logement, transports, etc.). La pauvreté extrême ou encore indigence est la situation dans laquelle se trouvent des individus (des ménages) dont le revenu ne leur permet pas d'acquérir les biens de consommation nécessaires à leur reproduction physique.

**2 Définition :** on dit qu'il y a reprimarisation lorsque la structure des exportations d'un pays évolue en profondeur en faveur des exportations de matières premières et au détriment des exportations de produits industriels devenus moins compétitifs.

**3 Définition :** on dit que la désindustrialisation d'un pays émergent est précoce par rapport à la désindustrialisation affectant certains pays avancés lorsque le revenu par tête au début de ce processus correspond à la moitié de celui des pays avancés au moment où débute leur désindustrialisation (voir annexe 2).

**4 Pourquoi ces quatre pays ?** Pour deux raisons. Parce que ce sont économiquement les plus importants d'Amérique latine, et sont emblématiques par leurs problèmes à résoudre, parce que ce sont ceux que nous connaissons le plus, dans leur intimité en quelle que sorte, combinant études de textes, documents, rapports et visites sur place, enquêtes de terrain donnant sens aux données statistiques abstraites. Ce ne sont pas pour autant les seuls qu'il aurait fallu étudier. Le Chili aurait mérité une place spéciale parce qu'une « nouvelle » gauche y apparaît et tente des réformes en profondeur malgré les oppositions de son Congrès, le Pérou – pays par excellence de ressources naturelles abondantes, d'inégalités de revenus considérables, d'un échec conséquent face à la pandémie – avec sa succession de présidents emprisonnés aurait mérité également une analyse approfondie. Nous avons volontairement écarté le Nicaragua tombé dans le totalitarisme, le Venezuela et sa répression féroce des oppositions, de son échec économique patent et des migrations considérables de sa population vers les pays voisins. Pour nous, leurs gouvernements ne sont ni de gauche, ni progressistes quand bien même une vieille gauche adepte des thèses « campistes » conserve encore pour ces gouvernements les yeux de Chimène...

Avec quelques nuances, ils cochent toutes ces cases énoncées ci-dessus. Ils souffrent des mêmes plaies, celles que nous avons nommées les huit plaies d'Amérique latine (Salama P., 2020b). À ces points communs, il faut cependant ajouter quelques différences. Le Brésil se caractérise par une implantation évangélique conséquente, particulièrement conservatrice et présente parmi les strates de la population la plus pauvre et la moins éduquée, qui s'est manifestée encore récemment par un appel de ses principaux pasteurs à voter pour le président sortant, Bolsonaro (Salama P, 2020a, 4<sup>e</sup> chapitre). L'Argentine pâtit, elle de deux maux : une très forte inflation qui devrait flirter autour de 100 % en 2022 (encadré 1) et d'une fuite de capitaux massive au point qu'on pourrait considérer que ce pays est plus loin de Dieu et plus proche des États-Unis que le Mexique... (Wainer A., 2021).

Encadré 1 : L'effet de l'inflation et de son envol sur les revenus en Argentine

La forte inflation en Argentine, l'incapacité du gouvernement progressiste de Fernandez à empêcher son accélération, n'est pas sans conséquence sur le pouvoir d'achat.

Tableau n° 1 : Évolution du salaire réel septembre 2021 – septembre 2022

Septembre 2022	Niveau, octobre 2016 indice 100	Mois précédent	Même mois 2021
Niveau général	79,1	0,5	-2,3
Formel, secteur privé	84,8	-0,3	-1,5
Informel Secteur privé	65,8	1,7	-4,4
Secteur public	78,5	1,5	-2,6
Total formel	82,4	0,3	-1,9

Source : CESO Informe especial : *Empleo e ingresos*, nov 2022. [www.ceso.com.ar](http://www.ceso.com.ar)

Les revenus du travail baissent en variation annuelle de septembre 2021 à septembre 2022. Tous les déciles sont affectés par la baisse en termes réels des revenus du travail, les premiers (les plus pauvres) connaissent une baisse de 3,9 % pour le 1<sup>er</sup> décile, de 3 % pour les deuxièmes, etc., les 8<sup>e</sup> et le 9<sup>e</sup> décile une réduction de -1,6 % et le 10<sup>e</sup> de - 0,6 %. C'est dire combien avec l'inflation et son accélération les inégalités de revenus du travail augmentent. Si on prend par contre l'ensemble des revenus par ménage, les résultats sont différents. L'augmentation de l'emploi plus particulièrement chez les plus démunis permet de compenser la baisse des revenus du travail surtout pour ceux du 1<sup>er</sup> décile, ce qui n'est pas le cas des plus aisés (le 9<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> décile connaissent une légère baisse) lors du premier trimestre 2022. Source *Ecolatina*, 22.11.2022, à partir des données de l'INDEC pour les données du revenu du travail et INDEC pour l'ensemble des revenus familiaux EPH – INDEC. Les transferts sociaux pour les plus démunis et l'augmentation de l'emploi par famille compensent ainsi ces effets mécaniques de l'inflation sur le pouvoir d'achat. Mais

la limitation des dépenses publiques dont l'objectif est de dégager un excédent primaire afin de payer les intérêts de la dette publique et de répondre ainsi aux contraintes imposées par le FMI, s'est effectuée ces derniers mois à 90 % en ponctionnant les dépenses de prestations sociales et les subventions au secteur économique, ce qui rapidement pourrait affecter de nouveau le pouvoir d'achat des plus démunis si l'inflation ne parvient pas à être maîtrisée.

Le Mexique – malgré le progressisme annoncé de son président – est parmi les pays latino-américains celui qui a renoué avec une politique macroéconomique digne du « Consensus de Washington » et de son respect des grands équilibres, pendant la pandémie, alors même que la plupart des autres pays laissaient leurs déficits budgétaires enfler, pratiquant *de facto* une politique keynésienne hier honnie, afin de préserver un tant soit peu les populations les plus démunies des effets les plus négatifs de la crise sur la pauvreté, sans toutefois toujours y parvenir<sup>5</sup>. Le Mexique enfin exporte surtout des produits manufacturés assemblés vers les États-Unis et le Canada, alors que les autres pays se sont reprimarisés dans les années 1990 et surtout 2000 en exportant de plus en plus des matières premières vers les pays asiatiques fortement demandeurs de ces ressources naturelles (Cordera et *alii*, 2015). Le Mexique encore aux taux de mortalité très élevés liés aux routes de la drogue et leurs contrôles, à la corruption – clientélisme au point que certains auteurs n'hésitent pas à qualifier ce pays d'État-Narco (Solis Gonzalez J.L., 2012). La Colombie enfin, riche en matières premières diversifiées, souffre d'un déficit chronique de sa balance commerciale et celle de ses comptes courants<sup>6</sup> couplée d'un déficit budgétaire (Gonzales J.L. 2021). À la différence du Mexique, la Colombie tente de mettre en place des réformes structurelles notamment en modifiant le système fiscal en vigueur, particulièrement régressif, alors même que ses dépenses sociales se situent à un niveau relativement faible, et à élargir le système de répartition des retraites. La dette publique externe connaît une envolée depuis 2012. La contrainte externe pèse de plus en plus et limite les marges de manœuvre du gouvernement Pétro. La Colombie toujours, reste plombée par la violence, celle liée aux activités de drogue et jusqu'il y a peu, celle liée aux guérillas même si celle-ci a fortement diminué ces dernières années suite aux accords de paix.

Avec la pandémie, tous ont connu une reprise inflationniste (amplifiée avec la guerre en Ukraine), une chute plus ou moins prononcée de leur PIB en 2020 (Annexe 1), un accroissement des inégalités de revenus, une montée de la pauvreté et surtout de ses formes les plus extrêmes, à l'exception des quelques mois en 2020 et 2021 au Brésil (Razafindrakoto M. et *alii*, Salama P., 2022), les aides (« *Auxilio emergencial* ») ayant freiné voire inversé cette montée de la misère. Avec la reprise économique relativement vive en 2021, plus

<sup>5</sup> L'augmentation des dépenses sociales du gouvernement central mexicain – hors dépenses en santé – pendant la pandémie en 2020 (année de crise ouverte) par rapport à 2019 a été particulièrement faible : 0,2 % du PIB, alors qu'elle a été de 3 % en Colombie, de 3,5 % en Argentine et de 7,6 % au Brésil, selon les données de la Cepal. Selon l'INEGI, la pauvreté des travailleurs passe de 36,6 % au premier trimestre de 2020 à 46,4 % et 46 % au second et au troisième trimestre de 2020. Avec la reprise économique, elle baisse. Au premier trimestre de 2022 elle se situe à un niveau voisin de celui qu'elle avait en 2019, avant la pandémie, soit 39,6 % et 38,6 %.

<sup>6</sup> *Définition* : Balance commerciale, l'ensemble des mouvements de marchandises et de services vers (exportations), ou à partir de (importations), l'étranger. Le solde de la balance commerciale peut être positif ou négatif. Balance des comptes courants (ou des transactions courantes, ou encore des paiements courants), celle-ci comprend la balance commerciale et les mouvements de devises liés au déplacement des marchandises (assurances, transports), au déplacement des migrants partis travailler à l'étranger et des immigrants (transferts nets), aux entrées et sorties de capitaux (dividendes et profits rapatriés nets, intérêt de la dette publique et privée), enfin au tourisme.

poussive en 2022, la pauvreté a diminué dans quelques pays, au Mexique par exemple, mais très souvent avec l'accroissement des inégalités de revenus, la pauvreté extrême s'est, soit maintenue à un niveau élevé, soit a légèrement diminué, la faim faisant sa réapparition dans quelques pays, au Brésil par exemple.

Tous ont connu une baisse prononcée de la population économiquement active en 2020 – emplois formels et informels<sup>7</sup> plus chômage – que la reprise de 2021 et de 2022, n'est pas toujours parvenue à inverser totalement.

Tableau n° 2 : Population économiquement active (PEA), Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, 2016- 3<sup>e</sup> trimestre 2021

	2016	2017	2018	2019	2020	1 <sup>o</sup> tri 2021	2 <sup>o</sup> tri 2021	3 <sup>o</sup> tri 2021
Argentine	57,5	57,8	58,5	59,1	54,1	58,9	58,4	59,3
Brésil	62,8	63,1	63,2	63,6	59,3	59,8	60,8	61,9
Colombie	64,5	64,4	64	63,3	59,2	60,7	59,9	60,9
Mexique	59,7	59,3	59,6	60,1	55,6	57,1	59	59,4

Source : *Panorama laboral 2021, America Latina y el Caribe*

[https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS\\_836196/lang--es/index.htm](https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS_836196/lang--es/index.htm), en grisé la chute de la PEA.

Tous ont connu dans ces années très difficiles une baisse des emplois formels et plus surprenant une chute plus prononcée encore des emplois informels (Razafindrakoto M., Roubaud F. et Saludjian A., 2022, Salama P., 2021a) qu'il y ait eu une politique d'aide ou pas. Les emplois informels, ne sont donc pas, sauf à la marge, une « éponge » possible aux emplois formels (ceux ayant un emploi formel, licenciés et pas suffisamment protégés, cherchant un emploi de survie dans l'informel, la baisse de l'un produisant une augmentation de l'autre). À la différence de ce qu'on a pu observer dans les pays avancés, la baisse de la population économiquement active manifeste un retrait partiel et temporaire du marché du

**7 Définition :** D'une manière générale, l'informalité a deux origines en Amérique latine :

1/ la première résulte de rapports de production spécifiques : l'autoritarisme-paternalisme a prédominé jusque dans un passé récent à la campagne et dans les petites villes. L'emploi revêt alors des aspects de faveur, surtout dans les petites entreprises, qui font que celui qui trouve un emploi se sent obligé vis-à-vis de son employeur. Celui-ci n'a pas besoin de le déclarer, le sous-paie et lui impose des conditions de travail dites non décentes, en violation du code du travail. La contrepartie de cet autoritarisme est le paternalisme, l'employeur a une obligation « morale » de s'occuper de son employé lorsque celui-ci est malade. Le fait est qu'avec la généralisation des marchandises et l'essor du capitalisme, cette contrepartie disparaît progressivement et reste alors l'aspect informel, illicite vis-à-vis du code du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité.

2/ Le taux d'investissement insuffisamment élevé, la croissance démographique auxquels s'ajoute la migration des campagnes vers les villes. Les entreprises ne peuvent alors proposer des d'emplois formels en nombre suffisant. La recherche d'emplois de survie, voire de stricte survie, se développe et l'informalité avec. Aussi peut-on considérer qu'il n'y a pas de secteur informel en soi, mais un entrelacement d'activités (emplois) informelles et formelles, les unes s'appuyant sur les autres et réciproquement.

3/ des formes nouvelles d'informalités apparaissent liées à l'essor des nouvelles technologies. Grâce à internet et aux plateformes, de nouvelles formes de travail se sont développées connues sous le vocable de « ubérisation des emplois », le travailleur ayant un statut d'autoentrepreneur, travaille dans la plus grande précarité avec une protection sociale le plus souvent très faible. Enfin les entreprises formelles ont souvent recours à des emplois informels. On considère par exemple que le pourcentage d'emplois informels dans les emplois occupés dans les entreprises formelles au Mexique s'est élevé à 36 % dans ces entreprises en mars 2020. Il a baissé ensuite 30,8 % au premier trimestre 2022 grâce à la reprise économique en partie et probablement davantage en raison d'une nouvelle réglementation décidée par le gouvernement de Lopez Obrador limitant la pratique de l'*outsourcing* utilisée par les grandes entreprises pour profiter à la fois des salaires plus bas perçus par les travailleurs informels et leur plus grande flexibilité.

travail. Il a concerné plus particulièrement ceux qui ont un emploi informel, c'est-à-dire en majorité les plus pauvres<sup>8</sup>.

Les marges de manœuvre sont limitées non seulement pour des raisons externes mais également internes. Les pays latino-américains subissent une double contrainte internationale.

1/ La crise précipitée par la pandémie, celle provoquée par la guerre, les deux se manifestant par une reprise inflationniste et une probable récession non seulement dans les pays avancés mais aussi en Chine dont les effets sur les prix des matières premières sont de nature à réactualiser la contrainte externe de leur balance commerciale dont ils avaient pu échapper depuis une trentaine d'année.

2/ La crise climatique et la nécessité de changer de modèle production, vers des économies respectant davantage l'environnement au risque, s'ils ne le font pas, d'être pénalisés dans leurs échanges commerciaux.

À ces crises s'ajoute l'héritage stagnationniste. Comment des pays rentiers peuvent-ils renouer avec l'esprit d'entreprise schumpétérien ? Est-il possible de briser le cercle vicieux de la stagnation économique et ainsi de favoriser la mobilité sociale, tout en luttant contre les dégâts sur l'environnement (Svampa M., 2021) et en diminuant les inégalités sociales extrêmement élevées ? Est-il possible, grâce à cette onde progressiste et à sa dynamique potentielle, au-delà des urnes, que les salaires augmentent, qu'il y ait une diminution significative des inégalités sociales tout en respectant des contraintes environnementales plus élevées ?

## **2. Un contexte peu favorable : récession mondiale qui menace et tendance à la stagnation économique**

### *2.1. Un contexte international peu favorable*

Comme nous l'avons indiqué, la succession des crises internationales (pandémie, guerre en Ukraine, crise climatique) dans un laps de temps très court, et sans que les perspectives de leur dépassement soient d'actualité, a des conséquences négatives sur la croissance des pays avancés et des économies émergentes asiatiques. Le ralentissement économique de la Chine, la récession qui se profile dans de nombreux pays avancés rompent avec le contexte international du début des années 2000. Hier, la plupart des économies latino-américaines avaient bénéficié du relâchement de leur contrainte externe grâce à la forte demande de matières premières des pays asiatiques et de la montée consécutive de leurs prix et des volumes vendus. Elles ont accentué la reprimarisation de leurs économies, débutée à la fin des années 1990 tout en dégradant l'environnement<sup>9</sup>. Cet avantage – le desserrement de la

---

<sup>8</sup> La littérature sur le retrait partiel du marché du travail dans les pays avancés, et plus particulièrement aux États-Unis, est abondante. À noter l'excellent ouvrage Coutrot T. et Perez C., 2022 sur la crise du sens du travail. Elle est assez pauvre par contre pour les pays émergents, voir Salama P, 2021.

<sup>9</sup> La déforestation de la forêt amazonienne, encouragée fortement par le président Bolsonaro au Brésil, dans le but d'accroître les aires consacrées aux cultures d'exportation et d'exploiter les ressources minières, n'est pas sans conséquence sur l'apparition de virus et les changements climatiques d'une manière générale. Voir l'excellent livre de M-M. Robin (avec la collaboration de S. Morand), 2021, *La fabrique des pandémies, préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire*, construit à partir de très nombreuses interviews d'écologues dont nous donnons ici quelques extraits : « j'ai vu comment les grandes entreprises violaient les territoires indigènes au nom du développement, qui n'apportaient aucun bénéfice aux communautés, au contraire : elles étaient marginalisées et entraînaient dans le cercle vicieux de la pauvreté, parce que l'environnement dont elles dépendaient pour vivre, était détruit » (p.168, interview de G. Suzan) ; « Quand on

contrainte externe – a cependant produit un effet pervers, faute de réformes structurelles (réforme fiscale, politique industrielle) et n'a pas généré une augmentation significative de la croissance et donc de la mobilité sociale. L'appréciation de la monnaie nationale, plus ou moins importante selon les pays, face au dollar a rendu plus difficile la production et les exportations de produits industriels, facilité leurs importations et favorisé une désindustrialisation précoce (Annexe 2). Ce n'est certes pas la seule raison à la désindustrialisation observée, mais celle-ci a eu un effet certain<sup>10</sup>.

Aujourd'hui, le ralentissement économique et la récession probable ne seront pas sans effet sur les prix des matières premières et les volumes exportés, à l'exception du gaz et du pétrole. Le contexte international est donc différent. Il n'est probablement plus de nature à favoriser un desserrement de la contrainte externe et les premiers effets sont déjà une dépréciation des monnaies nationales face au dollar, sans que cela favorise leurs exportations de produits industriels, sauf pour le Mexique.

La crise provoquée par le virus a précipité un mouvement latent qui s'est manifesté dès la fin de la première décennie des années 2000. Des premières mesures protectionnistes ont été prises (Salama P., 2018). Elles se sont accrues avec la pandémie et la guerre en Ukraine notamment aux États-Unis dans le cadre du méga plan de relance. La crise provoquée par le virus a rendu à montré les limites de l'éclatement international de la chaîne des valeurs, non seulement à cause de l'abandon de la production de certains produits stratégiques (produits pharmaceutiques, production de produits de haute technologie délocalisés), mais parce que cette caractéristique de l'hyperglobalisation reposait sur une organisation du travail dite *just in time* (zéro stocks, organisation dite toyotiste du travail). L'hyperglobalisation est ainsi redevenue globalisation comme hier, à la différence près qu'elle sera probablement davantage régulée.

Plus précisément, la première onde de la pandémie a eu lieu dans les pays asiatiques, fournisseurs de nombreux segments des lignes de production. L'effet immédiat de la crise en Asie a été une chute de leurs exportations et donc une paralysie de nombreuses entreprises dans les pays européens et nord-américains. Le *just in time* n'étant plus possible, il a fallu faire avec le *just in case...*, d'où les défauts d'approvisionnement et le bricolage international pour se procurer telle ou telle marchandise faisant défaut.

La crise économique s'est propagée en Europe puis aux États-Unis *avant même que le virus ne les affecte*. Cette crise d'offre s'est donc propagée plus rapidement que le virus. L'onde du

---

compare les données spatiales et temporelles de la déforestation avec celles des maladies infectieuses émergentes, on voit clairement qu'elles sont corrélées » (p. 66, interview de S. Morand) ; sur les mécanismes de propagation aux êtres humains : « Quand les écosystèmes sont perturbés, les espèces (ici les rongeurs, PS) « spécialistes » (hautement adaptées à un type d'habitat particulier, peu féconde) disparaissent au profit des « généralistes » (cf. plus fécondes, davantage capables de s'adapter), ce qui entraîne une baisse de la biodiversité des rongeurs... Le résultat est une augmentation de la transmission du virus dans la population hôte qui est plus abondante et un risque accru pour les humains » ( p. 135, interview de J. Mill) ; « Outre la chasse, la déforestation et la fragmentation des habitats naturels engendrent un stress chez les chauves-souris, qui provoque un affaiblissement de leur système immunitaire... tous ces événements sont propices à une explosion de l'excrétion virale, qui favorise la transmission des pathogènes à d'autres espèces animales, y compris aux humains ». (p. 121, interview de G. Maganga).

<sup>10</sup> Certains économistes (par exemple Pessoa, voir Salama P., 2016), notamment au Brésil, ont été jusqu'à louer cette désindustrialisation, considérant que celle-ci n'était pas à blâmer puisque la croissance avait augmenté grâce au rôle positif joué par les exportations, oubliant ainsi les effets multiplicateurs importants de la croissance industrielle sur la croissance globale et les emplois qualifiés ou non.

virus atteignant ensuite l'Europe puis les Amériques, les mesures de confinement qui l'ont accompagnée ont précipité la chute économique de la plupart de ces pays en 2020. La reprise économique élevée en 2021 a provoqué une remontée de l'inflation liée surtout aux difficultés de l'offre que nous venons d'exposer et très peu aux excès de demande, à l'exception de celle des classes moyenne hautes ayant pu économiser durant les périodes de confinement. La guerre en Ukraine a cassé la reprise économique, les prix de certaines matières premières alourdissant démesurément les coûts des entreprises et entraînant une chute du pouvoir d'achat de la majeure partie de la population.

Le contexte international est donc différent. De facteur favorable il devient une contrainte. Mais une contrainte peut être une occasion de changer de régime de croissance vers moins de dépendance et davantage de volontarisme si toutefois les gouvernements arrivent à dégager les marges de manœuvre pour le faire, ce qui compte tenu de certains intérêts nationaux et de leur forte présence dans les Congrès n'est pas évident.

## 2.2. Le contexte national n'est pas non plus favorable.

Les pays latino-américains souffrent d'une tendance à la stagnation économique. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en Amérique latine est faible, un peu plus de 2 % depuis une trentaine d'années (Annexe 1), moins si on considère le PIB par tête et encore moins si on tient compte de la « décennie perdue » des années 1980 caractérisée par la crise profonde due à la gestion de la dette externe devenue insoutenable.

Figure n°1 Taux de croissance annuel moyen du PIB a prix constant, Amérique latine, 1990-2021\*



Source : Cepal, Anuario estadístico 2022 <https://www.cepal.org/pt-br/node/55959>

### Encadré 2 : Lorsque les mathématiques ont une signification sociale...

Les conséquences sociales d'une faible croissance sur le long terme sont très importantes. Un petit exercice mathématique le montre aisément. Avec un taux de croissance moyen annuel du PIB par tête, régulier, de 2 %, le PIB par tête double en 35 ans, moins si la croissance est irrégulière – ce qui est particulièrement le cas en Amérique latine si on la compare à celle des pays asiatiques – à cause des effets d'hystérésis<sup>11</sup>. Avec un taux de croissance annuel moyen régulier de 8 % du PIB par tête, le PIB par tête double en 9 ans. Si cette croissance est régulière, la mobilité sociale est dès lors élevée. Un enfant né pauvre –

<sup>11</sup> Définition : lorsque la reprise a lieu, le rattrapage se fait attendre. Un tel décalage temporel des cycles et leurs amplitudes différentes porte le nom d'effet d'hystérésis.

telle que la pauvreté est définie – a donc de très fortes chances de ne plus l’être une fois adulte, y compris lorsque la croissance élevée s’accompagne d’une augmentation considérable des inégalités de revenus, comme ce fut le cas en Chine durant plusieurs décennies. Par contre, si le taux de croissance n’est que de 2 % en moyenne annuelle, la mobilité sociale est très faible. Elle peut être accrue grâce une politique de redistribution. Le Brésil a ainsi diminué fortement la pauvreté absolue (celle-ci, rappelons-le pourrait être supprimée contrairement à la pauvreté relative) durant les présidences de Lula I et II (1<sup>er</sup> janvier 2003 – 31 décembre 2010 et de D. Rousseff I, mais le fait que la croissance soit faible et irrégulière rend très difficile d’augmenter durablement et fortement la mobilité sociale, même avec un accroissement des dépenses sociales et d’éducation. La crise économique sous D. Rousseff II (présidence interrompue suite à un « coup d’État légal »), l’arrivée du vice-président Temer à la présidence, malgré de forts soupçons de corruption active pesant sur lui, puis celle de Bolsonaro ont montré combien ces politiques de redistribution (Bourse famille, aide aux logements, « Faim zéro ») peuvent être réversibles face aux crises et à la réduction de ces aides sociales comme ce fut le cas à l’exception de quelques mois durant la pandémie d’*auxilio emergencial*<sup>12</sup>.

La croissance du PIB a été en moyenne de 2,31 % par an sur la période au Mexique. Selon Banco de Mexico et l’INEGI, le taux de croissance du PIB par tête a été 0,74 % en moyenne entre 1983 et 2018, soit largement moins que les 2 % nécessaires pour le doubler en 35 ans au mieux. L’écart important avec le taux de croissance du PIB par tête s’explique par le taux de croissance démographique élevé jusque 2000. En Argentine, de 1980 à 2016, la croissance moyenne du PIB par tête a été en moyenne de 0,64 %, plus faible que celle observée pour l’ensemble des autres pays d’Amérique latine, 1,4 % (Coatz D., Garcia Diaz F., Porta F. et Schteingart D. in Mercado R., 2018, (sous la direction de). Avec l’indice pour le PIB per capita égal à 100 en 1950, la valeur de cet indice est de 206 en 2017 en Argentine, alors qu’il atteint 382 en Amérique latine et 492 en Europe à la même date<sup>13</sup>. Il a donc fallu 67 ans en Argentine pour que le PIB par tête double. Si en plus on tient compte de l’accroissement des inégalités dans cette période, on comprend que le PIB par tête ait bien moins que doublé durant cette période pour au moins la moitié de la population. Avec un taux de croissance du PIB par tête si faible, la mobilité sociale ne peut être que marginale malgré les efforts faits parfois par des gouvernements d’augmenter les aides sociales.

---

12 José Graziano da Silva, coordinateur du plan Faim zéro (2003) et ancien directeur de la FAO considère : « Il faut que les politiques de sécurité alimentaire soient des politiques d’État et non des politiques de gouvernement. Le droit à l’alimentation est inscrit dans la Constitution brésilienne, tout comme les droits à la santé et à l’éducation. Mais à la différence de ces deux derniers, il n’y a pas de ligne budgétaire déterminée constitutionnellement pour le droit à l’alimentation. Ce qui permet au gouvernement actuel de réduire les budgets, voire de les supprimer. Il est incroyable de voir comment Bolsonaro a démantelé ce qui avait été construit, et à quel point il y est parvenu rapidement. Il est revenu sur l’intégralité du programme, à l’exception de quelques mesures parmi les plus populaires, comme le dispositif de cantines scolaires, un des seuls à être maintenus aujourd’hui. » in *Le Monde*, 7 juin 2022. Selon les résultats obtenus par le réseau PENSSAN (Brasileira de Pesquisa em Soberania e Segurança Alimentar e Nutricional in *O Valor* du 8 juin 2022), le nombre de personnes ayant une insécurité alimentaire grave et souffrant de la faim atteint 15,5 millions de personnes et ceux non affectés par une insécurité alimentaire sont au nombre de 88,2 millions de personnes. Entre ces deux extrêmes, l’insécurité alimentaire est soit légère pour 28 millions de personnes, soit modérée pour 15,2 millions de personnes. La faim concerne davantage de personnes en termes relatifs dans le Nord et le Nord-est.

13 Source : OCDE, 2019, Argentina. Note : l’Europe de l’Ouest comprend ici : l’Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l’Allemagne, la Grèce, l’Irlande, l’Italie, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l’Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni ; Amérique latine comprend : le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou)

Parmi les quatre pays analysés ici, l'Argentine et le Mexique ont les plus faibles taux de croissance de leur PIB par tête en longue période.

Cette tendance à la stagnation économique est la conséquence d'un taux de formation brute de capital fixe médiocre depuis une quarantaine d'années et donc d'une tendance de la part des investisseurs à opter pour des comportements rentiers.

Tableau n° 3 : Formation brute de capital fixe en % du PIB, en dollars de 2010, 2011-2020\*

Pays	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Argentine	18,4	17,3	17,3	16,5	16,7	16	17,7	17,1	14,7	14,2
Brésil	21,1	20,9	21,4	20,4	18,2	16,6	15,9	16,5	16,9	17,5
Colombie	23,1	23	23,7	24,8	24,8	23,6	23,7	23,3	23,3	19,8
Mexique	22,5	22,7	21,7	21,7	22	21,6	20,9	20,6	19,7	17,5

Source : Cepal : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/47669-balance-preliminar-economias-america-latina-caribe-2021>, \* données provisoires

On peut donc caractériser ces quarante dernières années par une tendance à la stagnation du PIB par tête, plus particulièrement en Argentine et au Mexique, même si la plupart de ces pays ont connu un léger rebond lors de la première décennie des années 2000 (Cordera R., 2015, Romero Tellaeché J.A., 2014). *Contrairement à une idée relativement partagée, ces économies ont été peu ou pas émergentes.* Elles n'ont donc pas, ou peu convergé vers le niveau de revenu par tête des pays avancés, contrairement à de nombreux pays asiatiques. Le Brésil, pays emblématique à la fois par son poids économique, par le rayonnement positif de la politique menée par le président Lula I et II, et désastreux par celui de Bolsonaro, ne connaît pas cette convergence. Son PIB par tête, mesuré à l'aune de celui des États-Unis, est approximativement le même qu'en 1960, même si dans les années 1960 – 1970 et dans la première décennie des années 2000 il s'en est rapproché.

### 2.3. En termes de politiques économiques, les conditions du succès

Pourquoi insister sur la tendance à la stagnation économique ? Parce que, comme nous l'avons indiqué, rompre avec cette tendance constitue la condition *sine qua non* pour que la mobilité sociale s'améliore de manière significative et surtout durable. On peut répertorier comme causes de la tendance à la stagnation, les inégalités de revenus et de patrimoine extrêmement élevées, la volatilité de la croissance lorsqu'elle est très élevée, la reprimarisation et la désindustrialisation qui lui est le plus souvent liée, puis classer l'importance de ces causes. Tous ces facteurs ont leur importance, mais certains plus que d'autres selon les pays.

Pour le Brésil, la Colombie et le Mexique, la tendance à la stagnation s'explique fondamentalement, mais pas uniquement, par les très fortes inégalités des revenus (Furtado C., 1966). L'absence de politique industrielle ne permet pas d'atténuer, voire d'inverser, l'effet négatif sur la croissance des inégalités, particulièrement au Mexique où les exportations de biens industriels vers les États-Unis et le Canada n'ont pas d'effets d'entraînement sur l'industrie dans son ensemble (à l'exception en partie de l'industrie automobile), malgré l'ouverture au commerce international plus importante qu'au Brésil par exemple. À l'inverse, la très forte volatilité de la croissance, de forts taux de croissance

alternant avec des crises profondes, expliquerait la faible croissance sur le long terme de l'Argentine (Diamand, 1973, annexe 3 et analyse approfondie dans Salama P. 2020, 2021b).

Tableau n° 4 : Causes de la tendance à la stagnation du taux de croissance du PIB

	Argentine	Brésil	Colombie	Mexique
Reprimarisation	+	++	++	+
Industrialisation-désindustrialisation	+	++	+	++
Volatilité	+++	+		+
Inégalités	+ puis ++	+++	+++	+++

Source : Salama P, 2020a, 2021

La contrainte externe joue fortement en Argentine. Hier, elle était localisée sur le solde de la balance commerciale. Aujourd'hui, la reprimarisation de l'économie a produit un relâchement de cette contrainte externe grâce à la montée du cours du soja et des volumes exportés. Mais cette contrainte externe relâchée au niveau de la balance commerciale s'est renforcée au niveau de la balance des comptes courants et de la balance des capitaux avec les sorties massives de capitaux. Le solde net négatif de la balance commerciale puis de la balance des comptes courants, suscitent des sorties de capitaux, entraîne des dévaluations, sources de pics inflationniste, une récession temporaire. La croissance est dès lors heurtée au point de ressembler aux mouvements d'un pendule, d'où l'expression de *pendulo* forgée par Diamand (1973).

#### Encadré n° 3 : Volatilité, inflation, enrichissement et appauvrissement, stagnation à long terme en Argentine

Lorsque la volatilité de la croissance est la cause principale de la faible croissance moyenne sur longue période, il faut s'attaquer à ses causes à savoir les fuites de capitaux et les raisons pour lesquelles celle-ci a lieu massivement.

Ces fuites de capitaux alimentent la défiance vis-à-vis de la politique économique du gouvernement, ont un impact sur le taux de change et *in fine* le taux d'inflation. La hausse des prix s'accélère, ce qui ruine les tentatives du gouvernement et des syndicats de maintenir le pouvoir d'achat. Parallèlement les fuites de capitaux n'entraînent pas immédiatement une chute du PIB. Tant que le solde de la balance commerciale reste positif (ce qui est le cas aujourd'hui en Argentine), tant que les réserves de change sont suffisantes, la croissance peut se poursuivre, y compris à un taux relativement élevé (ce qui est encore le cas, à l'exception de l'année 2020). Mais l'inflation devenant de plus en plus incontrôlable, les perspectives d'une méga-dévaluation deviennent plus crédibles, alimentant encore davantage les fuites de capitaux. Afin d'éviter cette méga dévaluation, source de crise et de perte du pouvoir d'achat importante, le gouvernement multiplie les taux de change « avantageux » à côté du taux de change officiel – à l'heure où nous écrivons il y en aurait six<sup>14</sup> –, procède à de petites dévaluations afin de freiner ces fuites et stabiliser le taux de change officiel (voir graphiques, Annexe 4). La spéculation sur le taux de change officiel à venir est de nature à enrichir ceux qui ont les moyens de spéculer et renforce le caractère rentier des investisseurs. À l'inverse le pouvoir d'achat de la grande majorité de la population baisse, surtout pour les plus pauvres malgré des transferts sociaux devenus inefficaces parce qu'insuffisants. Le respect des règles établies avec le Fonds

<sup>14</sup> En dehors du taux de change parallèle, dit « *blue* », il y a un taux de change touriste, un taux de change Qatar qui permet des déductions fiscales, etc.

monétaire international pour obtenir un rééchelonnement de la dette externe et dégager des ressources budgétaires pour payer le service de la dette aboutit souvent à limiter les dépenses publiques en amputant ces dépenses sociales, comme c'est le cas à la fin de 2022. L'inflation puis la crise, couplée à une inflation qui perdure, est une « fabrique de pauvres ». Au final le taux de croissance moyen sur longue période est faible. Le gouvernement progressiste argentin est face au dilemme suivant : soit il procède à une maxi dévaluation en espérant que celle-ci après un pic inflationniste suffira pour que la hausse des prix soit stoppée, au risque d'une perte de pouvoir d'achat substantielle, soit il procède à des petites dévaluations, multiplie les taux de change « avantageux » pour freiner les sorties de capitaux, sans pouvoir éviter une baisse du pouvoir d'achat et à terme empêcher la forte volatilité de la croissance et ses effets sur le taux de change et le pouvoir d'achat. Dilemme qui est également un piège politique.

Dans les pays où l'ampleur des inégalités est telle qu'elle empêche une reprise économique durable, il est nécessaire de diminuer ces inégalités. Plusieurs possibilités existent pour procéder à cette diminution et favoriser une société plus inclusive. Une augmentation significative du salaire minimum (ce qui a été fait au Mexique avec l'arrivée au pouvoir de Lopez Obrador) et l'ouverture de négociations salariales, accompagnées de transferts sociaux conséquents vers les plus démunis sont inscrites dans le programme de Lula. À ces mesures immédiates, mais qui ne sont pas évidentes à faire voter lorsque la présidence n'a pas la majorité au Congrès<sup>15</sup>, s'ajoutent une réforme fiscale inversant la régressivité actuelle du système fiscal<sup>16</sup> et une modification substantielle du système des retraites. Cette dernière est surtout nécessaire dans les pays ayant opté dans le passé pour un système de capitalisation et où une grande partie de la population n'a pas accès à des retraites comme la Colombie ou bien le Mexique. C'est ce qu'entreprend la Colombie<sup>17</sup>.

---

15 En ce qui concerne l'augmentation des transferts ou leur pérennité au Brésil (l'*auxilio emergencial* était conçu comme temporaire) rencontre des résistances y compris de la part d'économistes ayant voté pour Lula (en fait contre Bolsonaro). L'argument développé est que l'augmentation des dépenses publiques dérogeraient au *teto* (limitation de l'accroissement des dépenses publiques) ou encore qu'un dépassement pourrait être admissible s'il s'agissait de dépenses d'investissements notamment dans les nouvelles technologies et surtout pas de dépenses de fonctionnement. Ce dernier argument est de loin le plus sérieux, pour autant que, compte tenu de l'ampleur de la montée de la misère, voire de la faim, l'urgence d'y remédier se justifie socialement.

16 *Définition d'un système fiscal régressif* : on sait qu'en Amérique latine le système fiscal est particulièrement régressif puisqu'avant paiement des impôts directs et des transferts sociaux, les inégalités ne conduisent qu'à une diminution modeste (deux points sur une échelle de 1 à 100) du coefficient de Gini, alors que dans les pays avancés la diminution est entre dix et quatorze points selon les pays. Si on tient compte des impôts indirects, payés par tous les consommateurs, pauvres ou riches, alors l'effet est nul ou quasi nul dans les pays latino-américains. Or ces derniers se caractérisent pour la plupart d'entre eux par une contribution très élevée en termes relatifs des impôts indirects sur l'ensemble des impôts et par la faiblesse relative des impôts directs payés par les ménages, dont les plus aisés. Les études de la Cepal et de l'OCDE, celles de nombreux économistes (Salama P., 2012 pour une présentation détaillée et une bibliographie) insistent sur cet aspect régressif qui aujourd'hui a du mal à se transcrire dans les politiques économiques compte tenu des oppositions qu'elle génère dans les milieux d'affaires.

17

Parmi les premières mesures prises par la présidence Petro en Colombie, celle du système fiscal et celle des retraites sont importantes. L'objectif de la réforme fiscale est triple : augmenter les recettes de 5,5 % du PIB (4 % ont été votés) pour financer diverses dépenses sociales, dont l'élargissement du système de répartition à ceux qui ne bénéficiaient pas de retraites, soit la moitié de la population âgée, le reste se décomposant pour moitié à des personnes ayant opté pour un système de capitalisation et pour l'autre moitié à des personnes pouvant bénéficier d'une pension sans avoir contribué. L'idée est de permettre à tous ceux qui gagnent entre un salaire minimum et quatre salaires minimums de bénéficier d'une pension par répartition ; rechercher une justice

La mise en place, fût-elle partielle, d'un système de répartition des retraites, l'augmentation des prestations souvent bien faibles lorsqu'elles existent permettraient de diminuer les inégalités de revenus en améliorant la situation des plus démunis et de relancer la croissance. Seule, ces mesures ne sont pas suffisantes. Elles doivent être accompagnées d'une politique industrielle « agressive » cherchant à développer des industries stratégiques, comme Lula I et Lula II avaient tenté de faire avec l'extraction de pétrole *presal* (*off shore*, en eau très profonde), comme Lopez Obrador tente de l'imposer avec l'implantation d'industries d'une gigantesque raffinerie de pétrole<sup>18</sup>, et l'établissement d'un monopole pour régir la distribution de l'électricité (CFE<sup>19</sup>).

Reste que la question des salaires et de leur augmentation nécessaire et immédiate ne saurait faire l'économie d'un accroissement rapide de la productivité du travail. Bien qu'encore relativement fermée – sauf le Mexique et la Colombie dans une moindre mesure – et malgré leur ouverture au commerce international depuis une trentaine d'années, ces pays souffrent d'une faible productivité et d'une compétitivité médiocre. Plus exactement, lorsqu'on prend l'exemple de l'Argentine le tissu industriel connaît un vieillissement important mais très inégal de son appareil industriel en raison d'un investissement insuffisant dans le passé, d'un niveau et d'une croissance faibles de la productivité du travail, ces derniers étant fortement inégaux selon les secteurs. Que ce soit le différentiel de croissance du revenu par tête ou de la productivité, la comparaison avec les États-Unis est instructive.

Tableau n° 5 : Différentiels de croissance du PIB et de la productivité États-Unis – Argentine

	1900-1919	1920-1930	1931-1943	1944-1972	1973-1990	1991-2007
Différentiel du PIB/t	- 1	2,6	- 6,6	2,2	- 2,3	0,0
Différentiel de productivité du travail	0,4	1	- 4,9	1,4	- 1	- 2,6

Source : Della Paolera G et *alii*, 2018, à partir des données officielles reconstruites par Benetrix et *alii*, 2012.

sociale relativement absente en augmentant le taux d'imposition des 4000 personnes les plus riches, taxer les dividendes et les terrains non exploités ; climatique en taxant les industries extractives (pétrole et charbon). Cette dernière mesure rencontre, en toute logique, une forte opposition, « légitimée » par le fait que la Colombie exporte surtout des matières premières, que sa balance commerciale est déficitaire et que taxer ces industries extractives reviendrait à alourdir le déficit commercial, selon les opposants à cette taxation. La réforme fiscale est d'ordre structurel en ce qu'elle s'inscrit vers davantage de progressivité et trace probablement une dynamique de transformation de la structure productive et des exportations du pays, surtout si demain elle diminue de manière significative le poids relatif des impôts indirects.

<sup>18</sup> Le pétrole non raffiné en effet était, est, exporté vers les États-Unis, le Mexique important alors de ce pays le pétrole raffiné, si bien que sa balance commerciale de pétrole est... déficitaire à ce jour.

<sup>19</sup> Si l'intention nous paraît bonne, la mise en pratique paraît contestable en ce qu'elle défavorise le développement des énergies renouvelables, la question climatique ne semblant pas être une préoccupation première de la présidence de Lopez Obrador, à la différence de celle de Petro en Colombie. Cela étant, elle rencontre une violente opposition du milieu des affaires et des transnationales y voyant une violation des règles du nouveau traité de libre commerce signé avec les États-Unis et le Canada. Cette hostilité se traduit, par moments, par des sorties d'investissements en portefeuille, alors même que, paradoxe, les investissements étrangers directs augmentent.

Selon Coatz D. et Scheingart D., 2016, au taux de change peso-dollar 2005, si la croissance de la productivité du travail dans le secteur industriel est de 3 % par an aux États-Unis et de 4 % en Argentine, il faudrait 101 ans pour annuler le différentiel de productivité entre ces deux pays, et s'il était de 10% par an en Argentine, il faudrait 15 ans. Le problème est qu'on est loin des 3% par an. (p.43).

#### Encadré 4 : Un faux débat : marché intérieur *versus* marché extérieur

Dans des économies relativement fermées, mais de plus en plus ouvertes comme le sont les économies latino-américaines, la croissance peut être tirée par la dynamique du marché intérieur et donc par l'accroissement des revenus des plus démunis, au-delà des pauvres. Cependant cette augmentation des revenus n'est possible durablement que si croît également la productivité du travail, si tel n'est pas le cas, le déficit de la balance commerciale de biens industriels, dits échangeables, ne peut que croître et la dépendance vis-à-vis des rentes tirées de l'exportation de matières premières ne peut alors qu'augmenter. Il suffit que celles-ci baissent à cause d'une mauvaise conjoncture en Asie par exemple pour que le spectre de la dévaluation du taux de change menace de nouveau avec toutes les conséquences sociales que cela implique. Dans le monde globalisé, la distinction entre marché intérieur et marché extérieur perd donc de sa pertinence.

Comme on le sait la compétitivité ne se résume pas au niveau des salaires et à leur évolution. Si c'était le cas on ne comprendrait pas que des pays, comme la Suisse, puissent avoir le solde de leur balance commerciale positif malgré des salaires relativement élevés. La plupart des entreprises en Suisse sont très compétitives dans des biens de haute technologie, les plus demandés.

Le coût unitaire du travail, un des indicateurs de la compétitivité, dépend directement de trois variables : le taux de change réel, le niveau des salaires et de la productivité du travail. La compétitivité dépend également mais indirectement d'autres variables comme la qualité des institutions, les infrastructures (route, chemin de fer, *etc*). Le coût unitaire du travail (et son évolution) évolue défavorablement en Amérique latine, ce qui se traduit par une désindustrialisation rapide.

Selon une étude déjà ancienne (Frankel R. et Rapetti M, 2011) mais dont les enseignements sont toujours d'actualité, l'appréciation du taux de change réel est une cause prépondérante de la hausse du coût unitaire du travail entre 2002 et 2010, suivi du différentiel de productivité. La productivité du travail croît en effet moins au Brésil, au Chili, en Argentine et en Colombie que dans les pays avancés ou bien en Chine. La hausse des salaires plus prononcée que celle de la productivité dans certains pays comme le Brésil et l'Argentine n'arrive qu'en troisième position.

La leçon principale qu'on peut tirer de cette analyse est que si les gouvernements progressistes veulent inverser la tendance à la stagnation du PIB, préjudiciable à la mobilité sociale, ils doivent non seulement favoriser l'augmentation des salaires les plus faibles mais aussi agir sur le taux de change réel et sur la productivité. Sur le taux de change, les évolutions récentes du taux indiquent une tendance à la dépréciation et s'il devait y avoir une réappréciation les solutions techniques de stérilisation de l'excès de dollars existent, bien que les décisions politiques de leur mise en œuvre soient parfois difficiles, tant les intérêts au maintien d'une appréciation peuvent être forts (l'appréciation rend les importations moins chères, elle est donc déflationniste et dans un contexte de reprise inflationniste elle permet de limiter la perte de pouvoir d'achat des travailleurs et de réduire les coûts des entreprises fortement importatrices, elle favorise la fuite des capitaux de ceux qui attendent une dévaluation). Sur la productivité, c'est plus difficile. L'effort en recherche

développement en Amérique latine est particulièrement médiocre. Le pays qui consacre le plus de ressources à la recherche est le Brésil, soit 1 % de son PIB, les autres sont autour de 0,6 %. La Corée du Sud consacre elle plus de 4,5 % de son PIB à la recherche. Certes, il s'agit d'un indicateur, il y en a d'autres comme le nombre de brevets par habitant *etc.*, mais de telles données sont édifiantes...et permettent de mesurer l'ampleur des efforts à faire, combien la modification des comportements d'entrepreneurs est nécessaire pour passer d'un comportement rentier à une dynamique schumpétérienne favorisant l'innovation plutôt que le lucre (paradoxalement *lucro* veut dire profit en portugais... alors qu'en réalité il retrouve sa signification péjorative première au Brésil : le profit recherché avec avidité, qu'il soit licite ou non).

## Conclusion

Argentine, Brésil, Colombie ont souffert d'une désindustrialisation liée aux effets de la reprimarisation. Le Mexique, moins riche en matières premières ne connaît pas de reprimarisation mais reçoit de ses travailleurs émigrés aux États-Unis des transferts de devises très importants. Il pâtit d'une désindustrialisation conséquente des industries tournées vers le marché intérieur<sup>20</sup>. Et pourtant, aujourd'hui il est de bon ton de décrier la croissance, l'industrialisation, et de dénoncer un discours productiviste lorsqu'on prône la réindustrialisation.

Il est exact que la croissance et l'industrialisation, la seconde entraînant la première, s'est accompagnée d'une détérioration importante de l'environnement hier et encore aujourd'hui. Les modèles de substitution aux importations d'hier (des années 1935 aux années 1970 caractérisés par une forte croissance), la reprimarisation aujourd'hui, sont devenus insoutenables sur l'environnement. La reprimarisation des économies a conduit le plus souvent à des dégâts irréversibles sur l'environnement, les modes de vie et la santé des populations environnantes. En effet, l'essor de l'agriculture d'exportation s'est réalisée aux dépens des paysans. L'exploitation des mines s'est réalisée le plus souvent au détriment des populations indiennes. La reprimarisation s'est réalisée au mépris de l'environnement et de la santé des paysans, des mineurs et des populations alentours. C'est le cas également des industries exportatrices de biens industriels au Mexique. Elle s'est traduite par une détérioration de la santé soit directement sur les paysans et les travailleurs, soit indirectement par les effets de la pollution et de la déforestation sur le climat. Imposer des normes environnementales et leur respect est de plus en plus une nécessité de survie.

Au final, la question est double : est-ce que la croissance entraîne nécessairement une détérioration de l'environnement ? Faut-il alors opter pour une décroissance et interdire l'implantation d'usines au nom précisément des pollutions qu'elles génèrent, faut-il favoriser

---

<sup>20</sup> S'il a peu de rentes, à défaut d'exporter beaucoup de matières premières, le Mexique reçoit des travailleurs mexicains ayant émigré aux États-Unis des transferts (*remesas*) massifs : 58 à 59 milliards de dollars en 2022, soit six fois plus que la Colombie, dont la population est deux fois moins importante. On peut considérer que les effets de ces *remesas* sont les mêmes d'un point de vue macroéconomique que les entrées provenant des exportations de matières premières dans les autres pays analysés. Ils permettent de boucler la balance des paiements et favorisent une appréciation de la monnaie nationale (plus faible cependant qu'au Brésil). L'appréciation de la monnaie nationale favorise la désindustrialisation des industries dont la production est destinée au marché intérieur (saut pour le secteur automobile dont la production est exportée en bonne partie), faute d'une politique industrielle. Pour cette même raison, la production destinée au marché extérieur a très peu d'effets multiplicateurs sur la croissance du PIB.

les petites entreprises situées près du lieu de consommation ? Ou bien à l'inverse favoriser la recherche, établir un ensemble de règles contraignantes applicables également aux produits importés afin de favoriser une industrialisation plus neutre vis-à-vis de l'environnement et la santé des travailleurs. C'est le pari qu'avaient compris les théoriciens du développement durable : respect des conditions sociales et de l'environnement. Ce « trou de souris » existe. Plutôt que d'opposer emplois et climat, mieux vaut chercher les voies de leurs compatibilités et ce d'autant plus qu'on sait aujourd'hui les conséquences sociales en termes de mobilité sociale, d'accroissement des inégalités si rien n'est fait pour surmonter cette tendance à la stagnation.

La crise est structurelle en Amérique latine. Aussi, seules des réponses situées à ce niveau peuvent permettre de surmonter les obstacles à un développement durable, à une inclusion de ceux en sont exclus. Les réformes économiques radicales, à la hauteur des problèmes à résoudre, sont au nombre de trois :

- 1) Dans le contexte latino-américain où le marché intérieur joue un rôle important, il est nécessaire d'augmenter le pouvoir d'achat allant au travail. Cette amélioration du pouvoir d'achat peut dynamiser le marché intérieur. La justice sociale rejoint paradoxalement l'efficacité économique : davantage d'emplois, moins d'informalité. C'est une mesure immédiate à prendre, mais son efficacité durable nécessite que des efforts en termes d'amélioration de la productivité soient entrepris et qu'il y ait une politique industrielle agressive comme cela a été le cas dans plusieurs pays asiatiques.
- 2) L'amélioration du pouvoir d'achat des plus pauvres et des classes moyennes (basses et moyennes) ne se réduit pas à une augmentation des salaires, qui pourrait être inversée par la hausse accélérée des prix. Une réforme fiscale et l'élargissement d'un système de répartition à la population qui n'a pu contribuer, faute de moyens, peuvent participer à l'augmentation du pouvoir d'achat des plus démunis. C'est une nécessité non seulement éthique mais aussi économique.
- 3) La réindustrialisation dans le respect de l'environnement, la souveraineté sur les secteurs stratégiques légitime le retour vers un protectionnisme sélectif et temporaire comme ont su le faire non seulement nombre de pays asiatiques, mais aussi les États-Unis.

C'est l'ensemble de ces mesures qui constitue une rupture. Le retour de gouvernements progressistes dans les pays analysés peut conduire à cette rupture. Les conditions politiques pour mener à bien celle-ci ne sont cependant pas présentes actuellement. Ces gouvernements soit n'ont pas un tel programme de rupture, soit l'ont partiellement, soit enfin n'ont pas tous de majorité dans leurs congrès respectifs. Il y a des marges de manœuvre, des dynamiques possibles, mais elles dépendent surtout des mouvements de masse, pour l'instant relativement absents sur les questions strictement économiques. Aussi est-il fort probable que dans certains pays il y ait des réformes significatives plus importantes que dans d'autres, que l'amélioration du pouvoir d'achat soit décidée, ainsi que des mesures sur la protection de l'environnement, et que des projets industriels liés à la recherche de plus de souveraineté soient entrepris. C'est important, surtout compte tenu du passif laissé par les gouvernements de droite, mais ce n'est pas la hauteur des problèmes rencontrés par ces pays depuis quelques dizaines d'années.

Quelles sont les chances de mener à bien ces réformes structurelles ? S'il s'agit de développer une politique de redistribution afin de réduire la pauvreté, de diminuer les atteintes à l'environnement, alors la probabilité d'un succès relatif est assez forte, notamment au Brésil et en Colombie. S'il s'agit de mettre en œuvre des réformes structurelles comme une réforme fiscale, une politique industrielle agressive, une protection de l'environnement efficace pour échapper durablement à la tendance à la stagnation économique et à la faible mobilité sociale

qu'elle génère, alors la probabilité d'un succès est assez faible compte tenu du contexte international, des rapports de force au sein des parlements, sauf à la marge dans certains pays.

Force est de reconnaître qu'en l'état actuel, les marges de manœuvre sont faibles pour décider de telles politiques structurelles, à moins qu'un essor du mouvement des masses change la donne et ouvre des perspectives nouvelles. Vision peut être un peu pessimiste sur les futurs de cette onde progressiste, que certains appelleront réalisme, mais c'est de ce pessimisme que se nourrit « l'optimisme de la volonté ».

## Annexes

### Annexe n° 1 : Taux de croissance du PIB à prix constant, Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, 1992 - 2021

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Argentine	7,9	8,2	5,8	- 2,8	5,5	8,1	3,9	- 3,4	- 0,8
Brésil	- 0,5	4,9	5,9	4,2	2,2	3,4	0,3	0,5	4,4
Colombie	4	5,4	5,8	5,2	2,1	3,4	0,6	- 4,2	2,9
Mexique	2,5	1,9	4,9	- 6,3	6,8	6,8	5,2	2,8	4,9

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Argentine	- 4,4	- 10,9	8,8	9	8,9	8	9	3,3	- 5,9
Brésil	1,4	3,1	1,1	5,8	3,2	4	6,1	5,8	- 0,1
Colombie	1,7	2,5	3,9	5,3	4,8	6,7	6,7	3,3	1,1
Mexique	- 0,4	0	1,3	3,9	2,3	4,5	2,3	1,1	- 5,3

	2010	2011	2012	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	10,1	6	- 1	- 2,5	2,7	- 2,1	2,8	- 2,6
Brésil	7,5	4	1,9	0,5	- 3,5	- 3,3	1,3	1,8
Colombie	4,5	6,9	3,9	4,2	3	2,1	1,4	2,6
Mexique	5,1	3,7	3,6	2,8	3,3	2,6	2,1	2,2

	2019	2020	2021	2022*
Argentine	- 2	- 9,9	10,3	3
Brésil	1,2	- 3,9	4,6	1,4
Colombie	3,2	- 7	10,6	9,4
Mexique	- 0,2	- 8,2	4,8	2,1

Sources :Pour l'Argentine et la Colombie

[https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CO-AR-SA&name\\_desc=false](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CO-AR-SA&name_desc=false)

Pour le Mexique [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CO-AR-SA-MX&name\\_desc=false](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CO-AR-SA-MX&name_desc=false)

Pour le Brésil [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CO-BR&name\\_desc=false](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CO-BR&name_desc=false)

En gris les taux de croissance négatif ; \* prévision, pour l'Argentine et le Mexique, FMI, pour le Brésil, Banque Mondiale, pour la Colombie, DANE. Cette estimation, la plus récente (15 nov. 2022) est largement au-dessus de celles des institutions internationales, plus anciennes de quelques mois. Il nous a semblé important de l'indiquer, car elle dément les prévisions pessimistes consécutives aux annonces de réformes structurelles sur la fiscalité et le système des pensions

**Annexe 2 : Niveaux du PIB per capita (en dollars US PPA de 1990) au début de la désindustrialisation dans quelques pays de l'OCDE et d'Amérique latine, 1950-2011.**

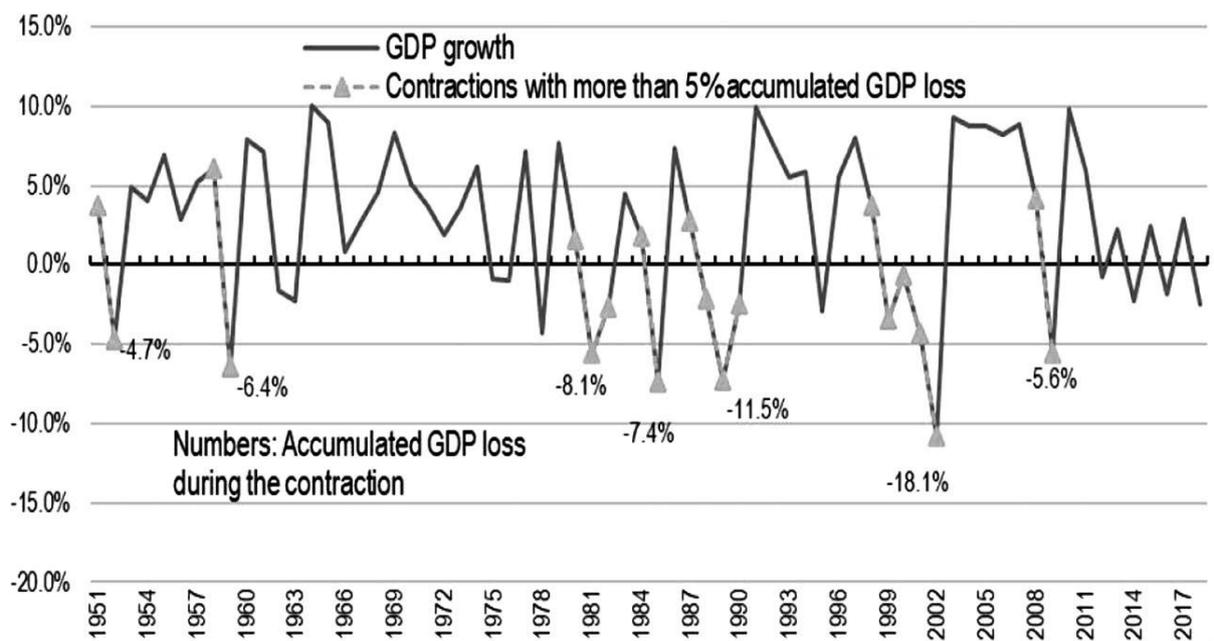
Pays	Top de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB			Top de la part des salariés de l'industrie manufacturière dans le PIB		
	Part (%%)	Année	PIB per capita	Part (%%)	Année	PIB per capita
<b>Pays développés de l'OCDE</b>						
Canada	23.29	1961	8 833	22.73 a)	1970	12 050
France	25.40 b)	1961	7 718	27.89	1974	13 113
Allemagne (Fed. Rep.)	40.65	1961	7 952	39.39 a)	1970	10 839
Japon	32.63	1970	9 714	27.44	1973	11 434
Espagne	23.33	1972	7 099	27.47	1971	6 618
Suède	26.94	1974	13 885	28.29	1974	13 885
Grande Bretagne	36.90	1955	7 868	41.83	1954	7 619
Etats-Unis	26.47	1953	10 613	27.83	1953	10 613
<b>Pays d'Amérique latine</b>						
Argentine	34.85	1976	7 965	24.69 c)	1984	7 426
Brésil	32.47	1985	4 914	17.08	1978	4 678
Chili	19.57	1974	4 992	16.80	1976	4 347
Colombie	20.05	1976	3 713	25.95 d)	1978	4 042
Mexique	23.34	1988	5 771	19.56	2000	7 275
Pérou	21.51	1988	3 766	23.24 e)	1986	3 946
Uruguay	23.42	1986	6 015	30.57	1974	5 123
Venezuela	30.85	1986	8 725	17.18	1987	8 805

Source : Source : calculs effectués par Victor Krasilshchikov, 2020 à partir des données de l'UNCTAD and de ILO (for 1970-2011); Pour la Grande-Bretagne et les Etats-Unis: UK Central Statistical Office 1961: 105-107, 130, 239, 243; 1965: 107; 1970: 118, 279, 285; US Bureau of the Census 1956: 296; 1959: 304, 307; 1961: 203, 207, 301,

304; 1965: 326; OECD/OCDE 1979: 7-8, 103-104, 195-196; MoF 1998, table 6.1; GGDC 2013.

### Annexe 3 : Volatilités Argentine, Brésil, Mexique

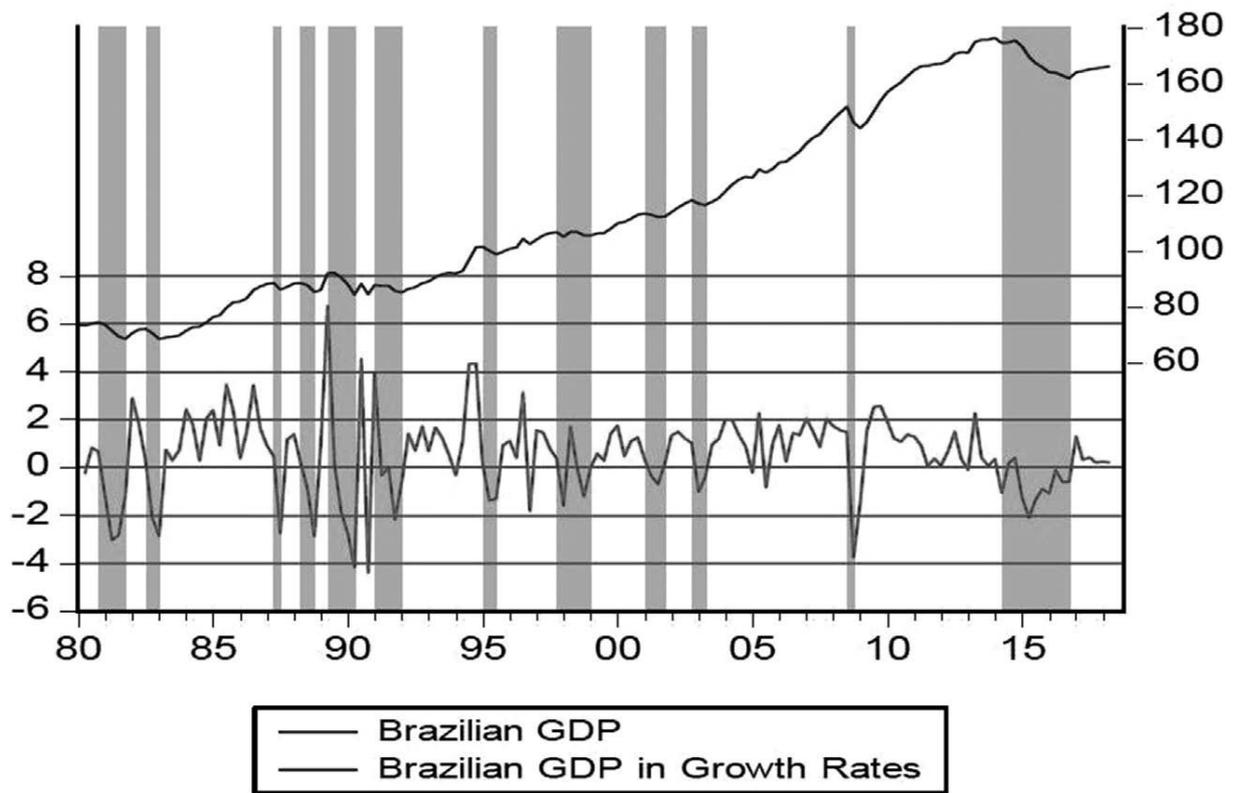
#### Volatilité Argentine



Source : Maurixio

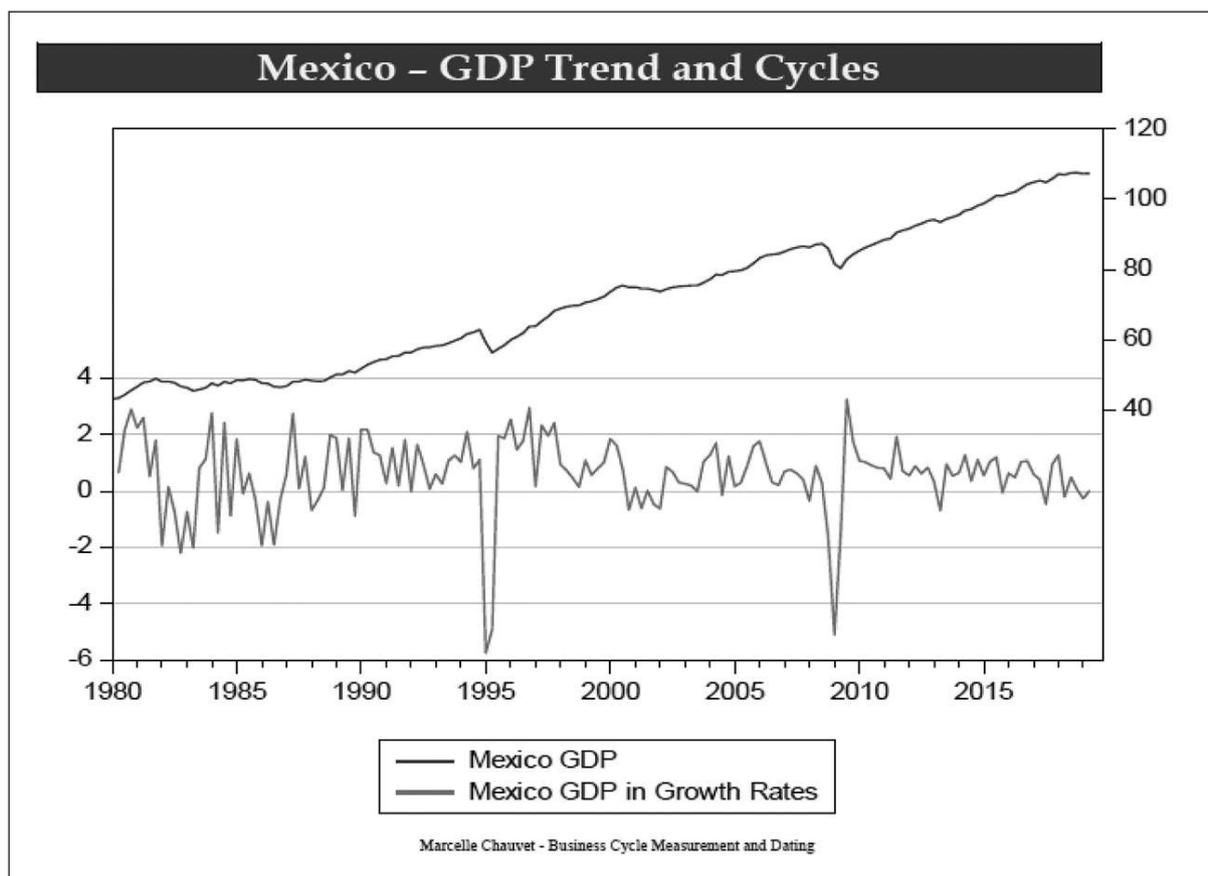
#### Volatilité Brésil

## Brazil - GDP Trend and Cycles



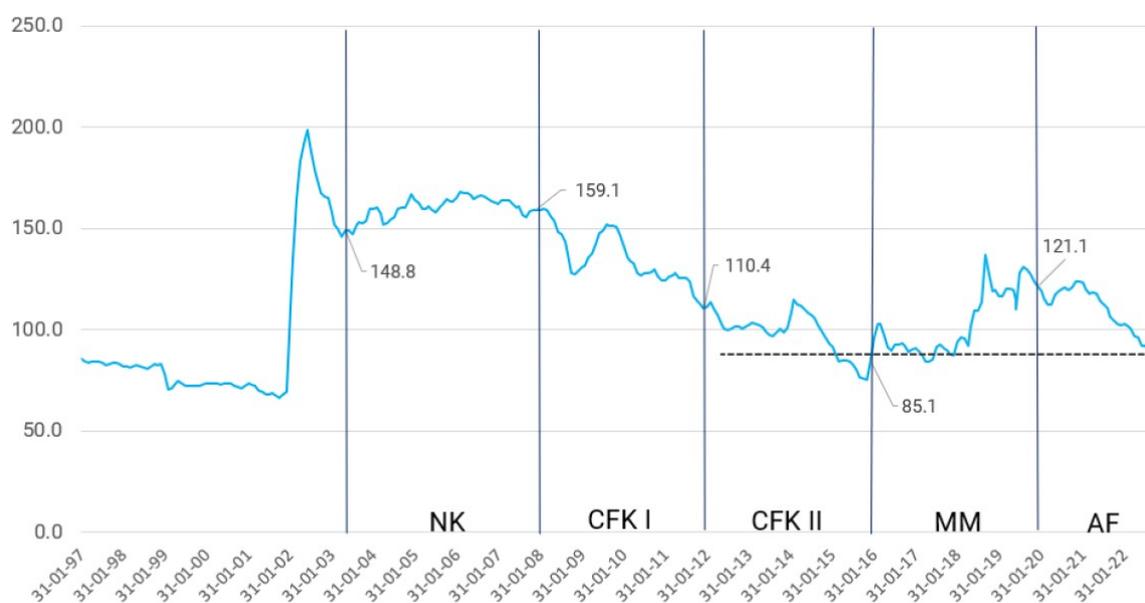
Source : Chauvet

Volatilité Mexique



#### Annexe 4 : Taux de change en Argentine

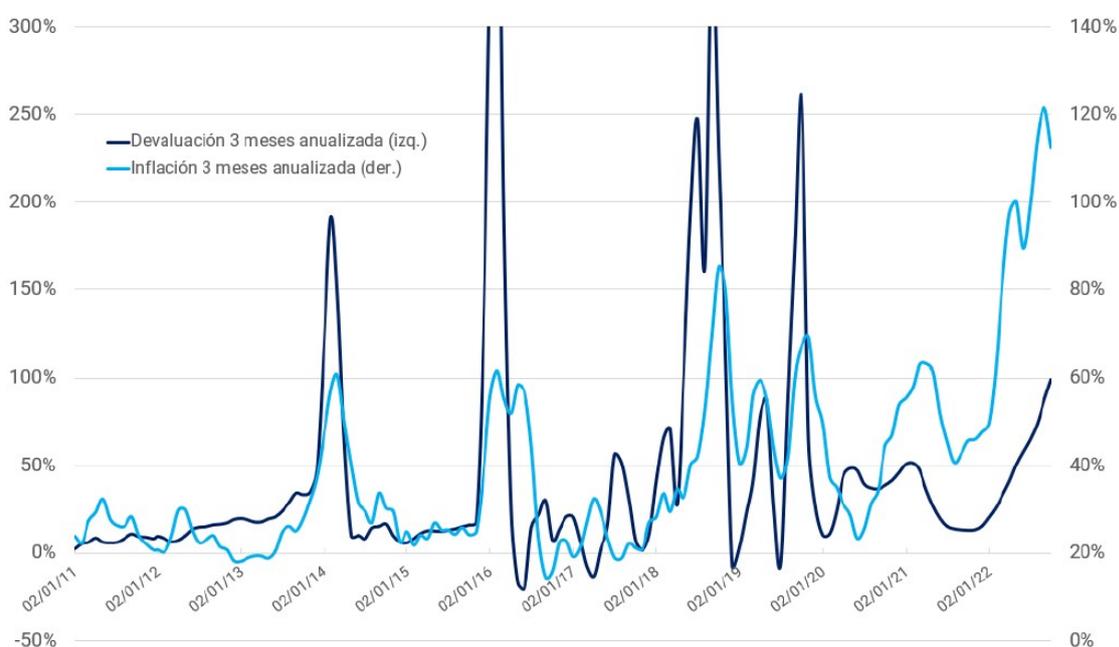
Figure 2 : Indice du taux de change réel multilatéral en Argentine, 1997-2022



Source BCRA, l'augmentation de l'indice correspond à une dévaluation – dépréciation de la monnaie nationale face aux autres devises, et inversement. Une dévaluation est dans un premier temps inflationniste, une appréciation devrait contribuer à une décélération de la hausse des prix. Ce n'est pas toujours le cas, aussi le maintien d'un taux de change nominal et l'existence d'une hausse des prix plus élevée (à cause de la spirale salaires profit hausse des

prix, des modifications importantes de la structure des prix relatifs entre biens publics et biens privés et au sein de ces derniers, et de la défiance vis-à-vis de l'efficacité de la politique gouvernementale) se traduit par une appréciation en termes réels de la monnaie nationale. Celle-ci accentue la probabilité d'une dévaluation, elle-même inflationniste. De légères dévaluations nominales, inférieures à la hausse des prix, se traduisent également par une appréciation en termes réels de la monnaie. Elles sont la conséquence d'une volonté du gouvernement de stabiliser le taux de change, d'éviter une méga dévaluation très inflationniste, mais elles ne parviennent pas à freiner l'accélération de la hausse des prix. On peut le voir dans les deux graphiques : le premier montre une baisse de l'indice du taux de change en terme réel en 2022, révélant une appréciation et le second une hausse du taux de change nominal, le second une hausse du taux de change nominal due à des mini dévaluations sur la même période. C'est la politique suivie par le gouvernement en 2022, Voir : Informe CESO, Nov 2022 : *Devaluar o estabilizar ?*

Figure 2 : Dévaluation du taux de change nominal et inflation, 2011-2022



Source : Ceso, à partir de données de la BCRA

### Bibliographie citée

Les revues et rapports des institutions internationales et nationales sont cités dans le texte lorsqu'ils sont la source de données statistiques. Pour une bibliographie plus complète, voir Salama P, 2000a

Chauvet M. (2019). « Seminar Business cycle measurement and dating », 1- 46.

Coatz D., Schteingart D, 2016, « La industria argentina en el siglo XXI: entre los avatares de la coyuntura y los desafíos estructurales », Techint, n° 353, septembre-décembre.

Cordera R. (coordinador general) (2015), *Mas alla de la crisis, el reclamo del desarrollo*, ed. Fondo de cultura economica y la UNAM, voir plus particulièrement : Grupo Nuevo curso de desarrollo, "El

cambio reciente de Mexico”, p. 15-76, Ros J, « la trampa de lento crecimiento y tres reformas recientes, p. 159-182, Moreno-Brid J.C., « Cambio estructural para el crecimiento económico : grandes pendientes de la economía mexicana » p. 183-214.

Della Paolera G., Duran Amorocho XD, Musacchio A, 2018, The Industrialization of South America revisited, Evidences from Argentina, Brazil, Chile and Colombia 1890-2010, *NBER*, Working paper n° 243450.

Diamand M., 1973, *Doctrinas económicas, Desarrollo e independencia. Economía para las estructuras productivas desequilibradas: caso argentino*, ed. Paidós.

Frenkel R. et Rapetti M. (2011). Fragilidad externa o desindustrialización: ¿cuál es la principal amenaza para América Latina en la próxima década?, *CEPAL, Macroeconomía del desarrollo* n° 6, 1-38.

Furtado C., 1966, *Développement et sous-développement*, édition PUF

Gonzales J.L. 2021, « Debilidad de la economía y aumento de la pobreza », revista *Foro*, no. 104, sep., pp. 44-51.

Krasilshchikov V. (2020). *Brazil as the Case Study of the Middle-Level Development Trap*, ed. Palgrave.

Maurixio, R . (2019). *Formal salaried employment generation and transition to formality in developing countries: the case of Latin America*, I.L.O.

Mercado R (sous la direction de), 2018 *Ensayos sobre desarrollo sostenible, la dimension economica de la agenda 2030 en Argentina*, voir Coatz D, Garcia Diaz F., Porta F. et Schteingart D. « Incentivos y trayectorias de cambio estructural »

OCDE, 2019, Estudios economicos de la OCDE, Argentina.

Razafindrakoto M, Roubaud F., Saludjian A., 2022 « Crises, informalité et reconfigurations sur le marché du travail : quatre décennies de bouleversements économiques au Brésil », revue *Regulation*, 2022.

Robin M. M., *La fabrique des pandémies*, La Découverte, 2021

Romero Tellaeche J. A. (2014). *Los limites al crecimiento de Mexico*, ed. El Colegio de Mexico y la UNAM.

Salama P., 2012, *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Ed. Colin, traduit en espagnol.

Salama P, 2016, «A regressão industrial e o pequeno crescimento possibilitam aumentar os salários, quando a produtividade encontra-se estagnada? Comentários aos artigos de Pessoa, Lisboa, Oreiro e Marconi. » ; *Cadernos do desenvolvimento*, N°19, 191-202  
[http://www.cadernosdodesenvolvimento.org.br/ojs-2.4.8/index.php/cdes/article/view/12/pdf\\_1](http://www.cadernosdodesenvolvimento.org.br/ojs-2.4.8/index.php/cdes/article/view/12/pdf_1)

Salama P, 2018, « Is change in Globalization’s Rythm an Opportunity of Latin American Emerging Countries ? » in Chadaravian P., *The Political Economy of Lula’s Brazil*, ed Routledge.

Salama P., 2020a, *Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine*, édition du Croquant, traduit en espagnol (ed ALAS-CLACSO) et portugais (ed.Contracorrente).

Salama, P. (2020b). Notas sobre las ocho plagas latino-americanas. *Controversias y Concurrencias Latinoamericanas*, ALAS, 11(20), 247–261. <http://ojs.sociologia-alas.org/index.php/CyC/article/view/155/180>

Salama P., 2021a, « Brésil, Mexique, une pandémie dévastatrice qui interroge », revue *Recherches internationales*, n°122, traduit en espagnol et portugais.

Salama P., 2021b, « Why the Latin American countries suffer from Long-term Economic Stagnation ? » in Baisotti P, *Setbacks in Advances in the Modern Latin American Countries*, ed. Routledge, traduit dans une version légèrement différente en portugais dans *Cadernos do desenvolvimento* et en espagnol dans *El trimestre economico*.

Salama P., 2022, « Argentine, analysé dans une perspective historique », *Cahier d'Histoire immédiate*, n°57, 21-32, traduit en espagnol dans une version plus longue : Vidal Ibarra Puig (org), 2022, *Comercio y desarrollo de América Latina y el Caribe 1980-2020*, ed. UAM Azcapotzalco : « Argentina, estancamiento, crisis y desastre humano » pp.353- 394.

Salama P., 2022, « Brésil, bilan économique de la présidence de Bolsonaro », Revue *Problèmes d'Amérique latine*, à paraître novembre – décembre.

Solis Gonzales J.L., 2012, « L'État narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique », *Revue Tiers Monde*, n°112, 173-183.

Svampa M., 2021, *Neo-extractivism in Latin America*, Cambridge University Press.

Wainer A. (org.), 2021 : *¿Por qué siempre faltan dólares ?las causas estructurales de la restricción externa en la economía argentina del siglo XXI*, Buenos Aires, Siglo XXI.

Pierre Salama, latino-américaniste, est professeur émérite des universités, Université Sorbonne Paris Nord, CEPN–CNRS, UMR 7115. Derniers livres parus, *Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine*, édition du Croquant, 2020, *Economie de l'Amérique latine* avec Mylène Gaulard, édition Bréal, 2020. Je tiens à remercier Arturo Anguiano, Nicolas Bénies et Francis Sittel pour leurs commentaires avisés.